



Analyse de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2026

Dans son analyse de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026, l'Uniopss dresse un constat sévère : derrière un équilibre apparent, le système reste fragilisé par un sous-financement chronique, une dette persistante et des choix budgétaires qui pourraient peser durablement sur l'accès aux soins et la solidarité.

 Publié le 1 février 2026

 De Uniopss

GESTION - FINANCEMENT

CAMPAGNE BUDGÉTAIRE

ANALYSE



INFO NATIONALE



L'Uniopss alerte sur les fragilités structurelles du modèle social français dans son analyse de la LFSS 2026. Si le gouvernement prévoit un léger excédent global des administrations de Sécurité sociale (+0,1 % du PIB), l'organisation souligne que cet équilibre masque des déséquilibres profonds : des dépenses tirées par le vieillissement et les maladies chroniques, des recettes en recul relatif et des prévisions budgétaires jugées régulièrement trop optimistes.

Au cœur des critiques figure la question du financement. L'Uniopss pointe un basculement progressif du modèle, marqué par la baisse historique des cotisations sociales compensée par la montée de la CSG et des taxes, traduisant un transfert de charge vers les ménages. Elle dénonce aussi le poids accru de la dette sociale, alourdie depuis 2020 par le transfert de 136 milliards d'euros du budget de l'Etat vers la Sécurité sociale, limitant l'autonomie financière du système.

La loi pour 2026 privilégie un redressement par les recettes, avec 6,6 milliards d'euros supplémentaires, notamment issus de nouvelles taxes et ajustements de prélèvements et des économies sur l'assurance maladie, qui limitent la progression des dépenses à 3,1 %. L'Uniopss met en garde contre un risque durable : poursuite de l'endettement hospitalier, dégradation de la prise en charge et recul des ambitions solidaires, appelant à une réforme structurelle du financement et de la gouvernance.